

Toulouse, lundi 24 janvier 2022

DÉCLARATION DE PRESSE DE JEAN-LOUIS CHAUZY PRÉSIDENT DU CESER OCCITANIE / PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE

***Frapper un député, menacer de mort des élus,
c'est menacer la République !***

Depuis fin 2018 et la crise dite des gilets jaunes, une accélération de la violence, des agressions physiques, des menaces de mort développées en toute impunité par les réseaux sociaux, mettent en péril notre démocratie et la République... par des enragés anti-vaccin aujourd'hui !

Comme si les drames de Charlie Hebdo, de l'Hyper Cacher, du Bataclan, des attentats de Nice... l'assassinat de policiers à leur domicile, d'un prêtre dans son église et la décapitation d'un enseignant n'étaient pas suffisants... C'est en plein jour que des menaces de mort sont proférées à l'encontre d'un député devant sa permanence, un samedi au cœur de Perpignan.

Comment pourrait-on reprocher à des élus locaux, maires, etc., de renoncer à leur mandat si la République ne les protège pas ?

En Occitanie, ces dernières semaines, des députés, femmes et hommes, sont menacés de mort, leurs permanences dégradées...

Il est urgent que les coupables soient interpellés, jugés, sévèrement condamnés et les élus protégés.

L'appel au civisme, au vivre ensemble dans une démocratie comme la France doit se doubler du respect sans faille des femmes et des hommes qui s'engagent à faire fonctionner la démocratie et le respect de l'État de droit... sans faiblesses !

Le CESER rappelle son attachement à la démocratie représentative et consultative et aux valeurs de la République.